

Le gouvernement allemand intensifie sa guerre non déclarée contre la Russie

L'incident du drone à Leipzig sert de prétexte à une nouvelle escalade

par Tilo Gräser*



Tilo Gräser. (Photo www.manova.news)

Le gouvernement fédéral allemand continue d'intensifier sa guerre non déclarée contre la Russie. L'incident du drone survenu le 4 août dernier sur le site de l'aéroport de Leipzig/Halle sert désormais de prétexte. Selon le *journal télévisé de l'ARD*, le gouvernement fédéral a affirmé mardi [1^{er} septembre]

que les conclusions des autorités de sécurité allemandes et d'autres pays occidentaux indiquaient «clairement une implication russe». ¹ C'est ce qu'a déclaré le ministre fédéral de l'Intérieur *Alexander Dobrindt* (CSU) lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre fédéral des Affaires étrangères *Johann Wadephul* (CDU).

Selon ces informations, il n'aurait présenté aucune preuve. En revanche, les médias grand public, comme l'ARD, construisent des indices à partir des déclarations du gouvernement. ² Toutes les «conclusions» ne peuvent pas être rendues publiques, car le réseau à l'origine de ces faits serait encore actif, affirme-t-on. On affirme qu'il y a au moins un suspect, mais là encore, on attend de la population de croire aveuglément ce que les autorités communiquent. N'aurait-elle pas le droit d'obtenir la preuve, par des faits, de ce qui la menace tant? A tel point que le ministre des Affaires étrangères Wadephul va même jusqu'à déclarer que l'Allemagne est une «cible de guerre» pour la Russie. Il s'agit là d'une affirmation lourde de conséquences, qui contredit tout ce qui a été déclaré jusqu'à présent par le gouvernement russe à ce sujet.

Ce que le gouvernement fédéral allemand est en train de faire, c'est une escalade très risquée qui ne se contente pas de détruire les derniers liens avec la Russie. En réaction à la prétendue attaque de drones contre des avions de trans-



Aéroport de Leipzig. Rien n'est prouvé, mais la question de la responsabilité semble clairement tranchée pour le gouvernement allemand. (Photo www.airportzentrale.de)

port ukrainiens chargés de munitions, il a annoncé que le dernier consulat général russe à Bonn serait fermé le 18 septembre. En outre, l'occasion est saisie pour résilier le contrat germano-russe conclu en 2011 concernant la *Maison de la Russie* à Berlin.

Question subsidiaire: depuis quand les aéroports civils allemands peuvent-ils être détournés à des fins de transport militaire?

Wadephul, pour qui la Russie reste «toujours un ennemi», ³ est notamment allé jusqu'à affirmer mardi qu'il n'était «pas tout à fait sûr» que le consulat général ne soit pas lui aussi le lieu d'où «certaines actions susceptibles de nuire à la sécurité de l'Allemagne» soient menées. Il a également affirmé lors de la conférence de presse que les dirigeants russes faisaient preuve d'une «hostilité ouverte» envers l'Allemagne. Concernant la *Maison de la Russie*, qui fait depuis longtemps l'objet d'attaques politiques, ⁴ l'homme qui occupe le poste de chef de la diplomatie de la République fédérale d'Allemagne a déclaré qu'elle ne remplissait «plus depuis longtemps la fonction de lien culturel entre la Russie et l'Allemagne». Les seuls à qui cette affirmation s'applique sont les hommes politiques comme lui, quel que soit leur parti.

La haine plutôt que la culture

Quiconque tient de tels propos sur cet établissement de la Friedrichstrasse à Berlin n'y a mani-

* Tilo Gräser est journaliste diplômé et membre de l'«Association allemande des libres-penseurs».

festement pas seulement jamais mis les pieds. Il ne manifeste également aucun intérêt pour les échanges culturels ni pour les possibilités offertes aux gens de s'y retrouver, de se rencontrer et de découvrir les cultures riches et variées de la Russie. Il ne souhaite pas que la culture et les échanges contribuent à renforcer un pilier essentiel de la paix. Ce sont là des mesures qui ne font pas seulement état du fait qu'un gouvernement est en place à Berlin – ce n'est pas le premier – pour lequel la diplomatie semble être un mot étranger. Le démantèlement des liens diplomatiques et culturels est toujours aussi un acte de préparation à la guerre.

Cela implique également que la fermeture annoncée du dernier consulat général russe rendra la vie des personnes d'origine russe en Allemagne encore plus difficile. Ils doivent désormais, pour toutes les questions consulaires, se rendre à l'ambassade de Russie à Berlin, à l'autre bout du pays. Le consulat général de Bonn a déjà cessé ses activités, comme le rapportent les médias russes.⁵ Cela complique également les contacts avec les familles et les proches qui vivent en Russie. A cela s'ajoute le fait que, selon le gouvernement fédéral, les contrôles à l'entrée sur le territoire destinés aux citoyens russes doivent désormais être encore renforcés.

L'ambassadeur russe *Sergeï Nechaïev*, convoqué mardi au ministère des Affaires étrangères, a qualifié les accusations portées contre la Russie de «non fondées, absurdes et contraires au bon sens». Dans un communiqué de l'ambassade, on pouvait lire:

«Sans présenter la moindre preuve ni le moindre argument, les autorités allemandes ont tenu la Russie pour responsable de la préparation du sabotage prétendument envisagé. En invoquant les «attaques hybrides croissantes de Moscou», l'imposition de sanctions de grande envergure a été annoncée tant au niveau de l'Union européenne qu'au niveau bilatéral.»⁶

Tous les collaborateurs du consulat général et de la Maison de la Russie, ainsi que les membres de leur famille, ont été invités à quitter le territoire de la République fédérale d'Allemagne dans les plus brefs délais. La partie allemande a qualifié ces mesures de réaction «mesurée et proportionnée» et a simultanément exprimé l'espoir que la partie russe s'abstienne de prendre des contre-mesures. Celles-ci menacent désormais des institutions allemandes telles que celles de l'Institut Goethe en Russie.

«Une escalade sans précédent»

Nechaïev a souligné «que la provocation montée à la hâte à l'aéroport de Leipzig sert exclusivement les intérêts du régime de Kiev, de l'aile militariste de la classe politique européenne ainsi que des grandes entreprises du complexe militaro-industriel, qui ont intérêt à attiser davantage le conflit ukrainien». Les mesures annoncées par la partie allemande constitueraient «une escalade sans précédent dans les relations russo-allemandes» et ne resteraient pas sans conséquences. La responsabilité en incombe entièrement au gouvernement fédéral. Parallèlement, le diplomate russe a regretté que les autorités allemandes poursuivent leur «politique de destruction systématique des fondements autrefois solides de la coopération russo-allemande».

Tout cela survient à la suite d'un incident dont l'origine n'est pas clairement établie, malgré toutes les affirmations officielles du gouvernement. L'ancien général de la Bundeswehr et conseiller en matière de sécurité de l'ex-chancelière *Angela Merkel*, *Erich Vad*, avait notamment exprimé très tôt de sérieux doutes quant aux explications politiques et médiatiques concernant la prétendue attaque de drone. Dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Der Freitag* du 14 août, il a qualifié les réactions médiatiques et politiques de «très déconcertantes» et a ajouté que «cette hystérie frôle déjà la satire».⁷

Mais la situation est redevenue très grave, s'inscrivant dans une propagande de guerre menée par les dirigeants politiques, qui va non seulement à l'encontre du principe de paix inscrit dans la Loi fondamentale. Elle accroît également le risque d'une guerre réelle. Alors que le gouvernement fédéral s'appuie sur les «conclusions» des «autorités de sécurité» allemandes et d'autres pays, M. Vad a souligné la conception opérationnelle «peu professionnelle» de l'incident impliquant un drone à Leipzig. L'ancien général a critiqué «un véritable théâtre politique et médiatique qui sape la confiance de la population». Puis il a ajouté:

«Je pose simplement la question: à qui profitent cette action à Leipzig et les réactions hystériques en Allemagne, ces accusations hâtives et cet appel à l'activation de la clause d'alliance?»

Selon l'ARD, la réponse de Wadepful à l'adresse de Moscou a été la suivante mardi: «Notre message aux dirigeants russes est clair: nous ne nous laisserons ni diviser ni intimider par les attaques de la Russie dans notre cohésion so-

cial». Le gouvernement poursuivra «avec détermination» sa politique de soutien à l'Ukraine et de renforcement de sa propre défense, a déclaré le ministre des Affaires étrangères. A ce jour, aucune preuve n'est venue étayer les accusations portées contre le gouvernement russe.

La réponse de Moscou est annoncée

Les réactions de Moscou sont sans équivoque: Berlin a durci ses relations avec Moscou sous un prétexte totalement inventé et tiré par les cheveux. C'est ce qu'a déclaré mardi, selon l'agence de presse russe TASS, *Maria Zakharova*, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. Elle a annoncé que l'Allemagne recevrait «une réponse appropriée» à la décision de fermer la Maison de la Russie à Berlin et le consulat général à Bonn.⁸

«Ni la «Maison russe» ni notre consulat général à Bonn n'ont laissé l'élite au pouvoir tranquille depuis longtemps. A présent, ils ont inventé un prétexte. Eh bien, ils recevront une réponse appropriée.»

Le gouvernement allemand n'aurait présenté «aucune preuve convaincante et sérieuse» à l'appui de ses accusations. «Elles n'existent tout simplement pas et ne peuvent d'ailleurs pas exister!», a déclaré Zakharova selon TASS. Il s'agirait d'un prétexte inventé de toutes pièces. Or, Berlin serait «lui-même totalement compromis, tant par l'attisement du conflit ukrainien que par sa participation à des attentats terroristes contre des civils», a expliqué la porte-parole, ajoutant: «Moscou répondra à toutes les décisions antirusse.»

Dans un commentaire publié sur la plateforme *Telegram*, Zakharova a attiré l'attention sur la date historique à laquelle le gouvernement fédéral a annoncé ces nouvelles mesures d'escalade antirusse: le 1^{er} septembre est la *Journée mondiale de la paix ou Journée contre la guerre*, car c'est ce jour-là, il y a 87 ans, que l'Allemagne fasciste a envahi la Pologne, déclenchant ainsi la Seconde Guerre mondiale. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a commenté cela ainsi:

«Je me demande simplement: lorsque les Berlinoïses ont tenu des propos antirusse précisés le 1^{er} septembre, n'ont-ils «peut-être pas réfléchi» et ainsi une fois de plus fait étalage de leur stupidité et de leur ignorance, ou ont-ils littéralement annoncé un retour aux sources et démontré leurs intentions de manière rituelle? Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne a déclenché la Seconde Guerre mondiale et, avec les pays de

l'Axe hitlérien, a tué 70 millions de personnes, dont 27 millions de nos compatriotes.»⁹

Contre les intérêts du peuple allemand

Les accusations portées par l'Allemagne contre la Fédération de Russie, selon lesquelles celle-ci aurait organisé une attaque de drone contre l'aéroport de Leipzig, sont une provocation planifiée. C'est ce qu'a déclaré, selon TASS, le président de la *Commission des Affaires internationales* de la Douma d'Etat, également président du LDPR, *Leonid Slutsky*.¹⁰ Le chancelier fédéral *Friedrich Merz* aggrave délibérément la tension afin de détourner l'attention des problèmes de politique intérieure, a affirmé le parlementaire russe.

La Maison de la Russie à Berlin est gérée par l'agence d'Etat russe *Rossotrudnichestvo*. Son directeur, *Igor Tchaïka*, a déclaré à TASS que les mesures prises par les autorités allemandes signifiaient une rupture des relations culturelles avec la Russie. Cela ne correspond nullement aux intérêts du peuple allemand. «Il est évident que le gouvernement allemand agit au détriment des intérêts de son peuple en tentant de détruire des relations culturelles internationales de longue date», a-t-il déclaré.¹¹

Selon Tchaïka, depuis février 2026 seulement, plus de 300 articles erronés et infondés concernant la Maison russe ont été publiés dans les médias allemands. «Malgré les mesures prises par la partie allemande, *Rossotrudnichestvo* mettra tout en œuvre pour que la coopération humanitaire entre la Russie et l'Allemagne soit préservée et que les peuples des deux pays puissent continuer à entretenir des contacts», a déclaré Tchaïka à l'agence de presse.

L'activité de telles institutions dans chaque pays repose sur le principe de réciprocité, a-t-il souligné. L'accord germano-russe de 2011, sur la base duquel la Maison de la Russie à Berlin exerçait ses activités, s'applique de manière bilatérale. Il régit également les activités de l'Institut Goethe à Moscou, Saint-Petersbourg et Novossibirsk. Il ne serait pas surpris «si le principe de réciprocité affectait non seulement l'Institut Goethe en Russie, mais malheureusement aussi de nombreux autres formats bilatéraux», a déclaré Tchaïka.

Avec cette mesure, le gouvernement fédéral poursuit sa politique anti-russe et coupe encore davantage les ponts. Au lieu d'en construire et de les consolider, ainsi que de rechercher des voies vers la paix, non seulement on prépare la guerre avec des armes, mais on continue également à se renforcer sur le plan idéologique. Cette démarche

n'est pas seulement soutenue par d'autres partis établis en dehors de la coalition entre l'Union et le SPD. Les médias traditionnels et influents soutiennent également cette ligne, comme l'a démontré de manière choquante le correspondant de la «Frankfurter Allgemeine Zeitung», *Michael Martens*, qui souhaite «tuer davantage de Russes». ¹²

Bellicisme anticonstitutionnel

Par ses agissements, le gouvernement fédéral, incarné par le chancelier Merz et ses ministres, enfreint non seulement le serment d'office qu'ils ont prêté. Celui-ci stipule, en vertu de l'article 56 de la Loi fondamentale:

«Je jure de consacrer mes forces au bien-être du peuple allemand, d'accroître son bien-être, de le préserver de tout préjudice, de respecter et de défendre la Loi fondamentale et les lois de la Fédération, d'accomplir mes devoirs en toute conscience et de rendre justice à tous. Que Dieu me vienne en aide.» ¹³

Cette politique enfreint également le *principe de paix* de la Loi fondamentale. ¹⁴ Celui-ci est notamment étayé par l'article 26, qu'il convient de citer ici dans son intégralité:

«(1) Les actes susceptibles de troubler la coexistence pacifique des peuples et accomplis dans cette intention, notamment en vue de préparer une guerre d'agression, sont inconstitutionnels. Ils doivent être réprimés pénalement.

(2) Les armes destinées à la guerre ne peuvent être fabriquées, transportées ou commercialisées qu'avec l'autorisation du gouvernement fédéral. Les détails font l'objet d'une loi fédérale.» ¹⁵

Pourtant, personne ne demande de comptes à ceux qui violent leur serment d'office et enfreignent la Constitution. Le premier point est considéré comme «non passible de sanctions pénales», ce qui signifie que toute violation reste sans conséquences. Quant au second point, il faudrait que des juges constitutionnels soient en mesure de prouver cela au gouvernement – mais il semble qu'il n'y en ait pas au Conseil constitutionnel fédéral.

«Pas en notre nom!»

En ce qui concerne le prétexte utilisé pour justifier les récentes décisions antirusses, à savoir l'incident du drone à Leipzig, citons une nouvelle fois l'ancien général Vad, tiré de son interview dans le magazine «Freitag»:

«Il faut pouvoir clarifier ce genre de choses directement avec la partie adverse. Pour cela, il faut des canaux de communication, le fameux

«téléphone rouge». Mais nous sommes fiers, après tout, de ne plus parler aux Russes depuis des années. Contrairement aux Etats-Unis.»

Et ainsi, le gouvernement fédéral continue de préparer sans vergogne et sans entrave la guerre prévue de longue date contre la Russie, notamment à l'aide de drones. ¹⁶ Avides de guerre, ils continuent de se diriger vers la catastrophe, sans égard pour les populations des deux pays et leurs intérêts. ¹⁷ Tout cela s'accompagne d'un retour funeste d'anciens stéréotypes hostiles et de mensonges de guerre. ¹⁸ Le plus effrayant dans tout cela, c'est qu'il n'y a pratiquement aucune contestation ni résistance de la part de la population.

Source: <https://www.freidenker.org/?p=26498>, première publication dans la rubrique «Tagesdosis» le 2 septembre 2026 sur apolut.net

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ <https://www.tagesschau.de/eilmeldung/bundesregierung-drohne-flughafen-leipzig-halle-russland-100.html?ref=apolut.net>

² <https://www.tagesschau.de/inland/innenpolitik/drohnen-flughafen-bundesregierung-100.html?ref=apolut.net>

³ <https://www.berliner-zeitung.de/article/kuenftiger-aussenminister-wadephul-russland-wird-immer-ein-feind-fuer-uns-bleiben-2320148?ref=apolut.net>

⁴ <https://globalbridge.ch/wenn-gespraechsfaeden-reissen-kultur-krieg-und-das-ringen-um-das-russische-haus-in-berlin/?ref=apolut.net>

⁵ <https://www.gazeta.ru/politics/news/2026/09/01/29230777.shtml?ref=apolut.net>

⁶ <https://t.me/RusBotschaft/18385?ref=apolut.net>

⁷ <https://web.archive.org/web/20260823065940/https://www.freitag.de/autoren/sebastian/puschner/erich-vad-ueber-den-drohnenangriff-von-halle-leipzig-diese-hysterie-grenzt-an-satire>

⁸ <https://tass.ru/politika/28066771?ref=apolut.net>

⁹ <https://t.me/MariaVladimirovnaZakharova/13752?ref=apolut.net>

¹⁰ <https://tass.ru/politika/28067013?ref=apolut.net>

¹¹ <https://tass.ru/politika/28067129?ref=apolut.net>

¹² <https://apolut.net/menschenverachtung-und-volksverhetzung-im-journalistengewand-von-tilo-graser/>

¹³ https://www.gesetze-im-internet.de/gg/art_56.html?ref=apolut.net

¹⁴ <https://www.grundrechtekomitee.de/details/friedensgebot-der-verfassung?ref=apolut.net>

¹⁵ https://www.gesetze-im-internet.de/gg/art_26.html?ref=apolut.net

¹⁶ <https://apolut.net/kriegsvorbereitung-mit-drohnen-von-tilo-graser/>

¹⁷ <https://apolut.net/merz-co-kriegssuchtig-in-die-katastrophe-von-tilo-graser/>

¹⁸ <https://apolut.net/unheilvolle-ruckkehr-von-tilo-graser/>